



BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0091

Mercoledì 13.02.2013

MESSAGGIO DEL SANTO PADRE AL PRESIDENTE DEL FONDO INTERNAZIONALE PER LO SVILUPPO AGRICOLO (IFAD) IN OCCASIONE DELLA SESSIONE ANNUALE

MESSAGGIO DEL SANTO PADRE AL PRESIDENTE DEL FONDO INTERNAZIONALE PER LO SVILUPPO AGRICOLO (IFAD) IN OCCASIONE DELLA SESSIONE ANNUALE

• [TESTO IN LINGUA FRANCESE](#)

• [TESTO IN LINGUA INGLESE](#)

• [TESTO IN LINGUA ITALIANA](#)

Dal 13 al 14 febbraio 2013 è in corso a Roma la 36a sessione annuale del Consiglio dei Governatori del Fondo Internazionale per lo sviluppo agricolo (IFAD) sul tema: *La forza dei partenariati: stabilire alleanze per un'agricoltura familiare sostenibile*, con la partecipazione di alti rappresentanti dei governi di Cina e Italia. Pubblichiamo di seguito il Messaggio che il Santo Padre ha inviato al Presidente del Fondo internazionale per lo Sviluppo Agricolo, Sig. Kanayo F. Nwanze, per l'apertura dei lavori:

• [TESTO IN LINGUA FRANCESE](#) **À Monsieur**

Kanayo F. Nwanze

Président du Fonds International pour le Développement Agricole (IFAD)

Je suis heureux de vous adresser un salut cordial, Monsieur le Président, ainsi qu'aux Autorités, aux Représentants des États membres et aux participants à la 36ème session du Conseil des Gouverneurs. Cette réunion s'ouvre le jour même où commence le Carême, période durant laquelle l'Église catholique – selon l'enseignement du Christ qui a dit : « Tout ce que vous avez fait à l'un de ces petits qui sont mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait » (Mt 25, 40) – renouvelle, entre autre, l'invitation au partage des biens avec les personnes les plus nécessiteuses. Dans cette perspective, votre organisation peut toujours compter sur le soutien et l'encouragement du Saint-Siège.

1. L'action du Fonds témoigne que la coopération, tout en étant liée à divers contextes sociaux et environnementaux, comme aussi au respect des lois propres de la technique et de l'économie, est plus efficace si elle est dirigée par les principes éthiques constitutifs de la cohabitation humaine. Il s'agit de ces valeurs

essentielles qui par leur caractère universel peuvent animer toutes les activités politiques, économiques et institutionnelles, y compris les formes de collaboration multilatérale. À cet égard, je me réfère en premier lieu à la méthodologie suivie par l'IFAD, qui fait passer le développement durable avant la seule assistance. Elle joint la dimension du groupe à la dimension exclusivement individuelle, jusqu'à prévoir des formes de dons et de prêts sans intérêts, choisissant souvent, comme premiers bénéficiaires, les « plus pauvres parmi les pauvres ». Cette action montre qu'une logique inspirée par le principe de gratuité et de la culture du don peut « trouver place à l'intérieur de l'activité économique normale » (Enc. *Caritas in veritate*, n. 36). En effet, l'approche suivie par le Fonds unit l'élimination de la pauvreté non seulement à la lutte contre la faim et à la garantie de la sécurité alimentaire, mais aussi à la création d'opportunités de travail et de structures institutionnelles et décisionnelles. Tout le monde sait que, quand ces facteurs manquent, la participation des travailleurs ruraux aux choix qui les concernent se réduit et, en conséquence, la conviction d'être limités dans leurs propres capacités et dans leur propre dignité s'accroît en eux.

Dans ce domaine on peut apprécier deux orientations spécifiques mises en œuvre par l'Organisation. La première est la constante attention portée à l'Afrique, où, en soutenant des projets de « crédit rural », l'IFAD vise à doter de moyens financiers, modestes mais essentiels, les petits agriculteurs, et à les rendre aussi protagonistes dans la phase de décision et de gestion. La seconde orientation est le soutien aux communautés indigènes, qui ont un soin particulier pour la conservation des biodiversités, reconnues comme des biens précieux mis par Dieu Créateur à la disposition de la famille humaine tout entière. La sauvegarde de l'identité de ces peuples est à poursuivre, en reconnaissant leur rôle irremplaçable dans la connaissance du savoir traditionnel. Cette recherche particulière de solidarité et de partage se retrouve aussi dans le type de financement que l'IFAD assure en relation aux nécessités effectives des pays bénéficiaires et dans l'intérêt de leur économie agricole, évitant des conditionnements et des charges insoutenables. C'est une approche qui reconnaît le secteur agricole comme une composante fondamentale de la croissance économique et du progrès social, et redonne à l'agriculture et aux gens des campagnes la place qui leur revient. À ce propos, il semble important que le choix de constituer des partenariats avec les formes d'Organisations de la société civile fasse émerger l'idée de subsidiarité très utile pour identifier les nécessités des populations et les méthodes adéquates pour les satisfaire.

2. L'Église catholique, dans son enseignement et dans ses œuvres a toujours soutenu la centralité du travailleur de la terre, souhaitant un caractère concret dans l'action politique et économique qui le concerne. C'est une position dont il me plaît de signaler qu'elle est en harmonie avec ce qui est mis en œuvre par le Fonds pour la promotion des agriculteurs, comme individus ou petits groupes, les rendant ainsi protagonistes du développement de leurs communautés et de leurs pays. L'attention à la personne, dans sa dimension individuelle et sociale, sera la plus efficace si elle est réalisée à travers des formes d'associations, de coopératives et de petites entreprises familiales qui soient mises en mesure de produire un revenu suffisant pour un niveau de vie décent.

Dans cet ordre d'idées ma pensée va à la prochaine Année internationale que les Nations Unies ont décidé de consacrer à la famille rurale, en faveur d'une conception enracinée et saine du développement agricole et de la lutte contre la pauvreté, centrées sur cette cellule fondamentale de la société (cf. A/RES/66/222). L'IFAD sait bien, par expérience, que le cœur de l'ordre social est la famille, dont la vie est réglée, – avant qu'elle ne le soit par les lois d'un État ou par des normes internationales –, par des principes moraux intégrés dans le patrimoine naturel de valeurs qui sont immédiatement reconnaissables aussi dans le monde rural. Ces principes inspirent la conduite de chacun, la relation entre les conjoints et entre les générations, le sens du partage. Méconnaître ou négliger cette réalité équivaut à saper les fondements, non seulement de la famille, mais de la communauté rurale tout entière, avec des conséquences dont il n'est pas difficile de prévoir la gravité.

Dans le contexte actuel, il est indispensable d'offrir aux agriculteurs une solide formation, une constante mise à jour et une assistance technique dans leur activité, de même qu'un appui à des initiatives associatives et coopératives capables de proposer des modèles de production efficaces. Déjà le Concile Vatican II, il y a cinquante ans, indiquait comment « bon nombre de peuples pourraient sérieusement améliorer leur niveau de vie si, instruits comme il convient, ils passaient de méthodes archaïques d'exploitation agricole à des techniques modernes et les appliquaient avec la prudence nécessaire à leur situation, tout en instaurant aussi un meilleur ordre social et en procédant à un partage plus équitable de la propriété terrienne » (Const. *Gaudium et spes*, n. 87). Nous n'aurons pas ainsi seulement une augmentation de la production – dont les bénéficiaires risquent de ne pas être perçus par les plus pauvres, comme cela arrive souvent aujourd'hui – mais un élan efficace vers des réformes agraires légitimes pour garantir la culture des terrains, quand ceux-ci ne sont pas convenablement utilisés par ceux qui en ont la propriété et qui, parfois, empêchent l'accès du paysan à la terre. En outre,

l'assistance internationale pourrait aussi répondre plus utilement aux besoins des bénéficiaires effectifs, de façon à offrir des avantages assurés à ceux qui vivent dans le monde rural.

En ce moment les ressources dont la coopération internationale a besoin de façon évidente restent très modestes et les pays les plus avancés motivent la baisse de leur apport par une disponibilité réduite. Mais, à bien voir, interrompre l'effort de solidarité au motif de la crise peut cacher une certaine fermeture aux nécessités d'autrui.

3. Le Saint-Siège a considéré depuis le début et considère toujours avec estime l'IFAD, comme Institution intergouvernementale capable d'adjoindre une solidarité efficace aux principes d'un ordre international juste. Seul l'amour, et non pas un esprit d'antagonisme, peut définir toujours mieux les méthodes à adopter pour le soutien effectif des pauvres, en réveillant en tous un vrai sens de fraternité et de générosité active. Il s'agit de reconnaître l'égale dignité conférée par Dieu Créateur à tout être humain.

C'est pourquoi je formule le souhait que l'IFAD continue à œuvrer toujours plus activement pour le développement rural et améliore la réalisation des expressions de solidarité mentionnées. De cette façon il pourra faire preuve non seulement de connaissance technique et de capacité professionnelle, mais aussi d'engagement pour contribuer à donner au monde une dimension plus humaine, qui seule permet de regarder vers l'avenir avec une confiance et une espérance renouvelées (cf. Enc. *Spe salvi*, n. 35).

Sur vous tous qui à divers titres partagez les responsabilités d'orientation et de gestion du *Fonds international pour le Développement agricole* j'invoque du Tout-Puissant les dons de la sagesse, afin de poursuivre sur le chemin de la solidarité que vous avez entrepris, et du courage, afin de le parcourir jusqu'à laisser derrière vous la pauvreté et la faim, en avançant toujours vers de nouveaux horizons de justice et de paix.

Du Vatican, le 13 février 2013.

BENEDICTUS PP XVI

[00258-03.01] [Texte original: Français]

• **TESTO IN LINGUA INGLESE** To Mr Kanayo F. Nwanze
President of the International Fund for Agricultural Development (IFAD)

I am pleased to extend a cordial greeting to you, Mr President, to the authorities, to the representatives of member States and to the participants in the 36th session of the Governing Council. This meeting is opening on the very day that the season of Lent begins, a time when, mindful of Christ's teaching that "as you did it to one of the least of these my brethren, you did it to me" (*Mt 25:40*), the Catholic Church renews, among other things, her invitation to share goods with the less fortunate. In this sense, your Organization can always count on the support and encouragement of the Holy See.

1. The activity of the Fund bears witness that cooperation – while it is tied to differing social and environmental contexts, and to respect for the proper laws of technology and the economy – is more effective when it is guided by the foundational ethical principles of human coexistence, that is to say, those essential values which, by their universal character, can animate all political, economic and institutional activities, including forms of multilateral cooperation. In this regard, I have in mind first of all the methodology followed by IFAD, which gives ongoing development priority over mere assistance, and places the group dimension alongside the purely individual dimension, to the point of setting up forms of interest-free grants and loans, often choosing, as the primary beneficiaries, the "poorest of the poor". This activity shows that approaches inspired by the principle of gratuitousness and by the culture of gift can "find their place within normal economic activity" (*Caritas in Veritate*, 36). And indeed, the approach taken by the Fund is to link the elimination of poverty not only to the fight against hunger and the guarantee of food security, but also to the creation of work opportunities and institutional decision-making structures. It is well known that when these elements are missing, the involvement of rural labourers in choices that affect them is restricted, hence reinforcing their sense of being limited in their capacity

and their dignity.

In this area there are two specific lines taken by the Organization that are to be commended. The first is the constant attention given to Africa, where, by supporting projects of "rural credit", IFAD aims to endow small farmers with modest but essential financial resources, and to empower them in the decision-making and administrative phase as well. The second line is the support given to indigenous communities, which have a particular care for preserving biodiversity, recognized as a precious good that the Creator has placed at the disposal of the entire human family. The safeguarding of these peoples' identity needs to be given priority, and their indispensable role in handing down traditional know-how needs to be acknowledged.

This particular search for solidarity and sharing of goods is also seen in the type of funding that IFAD assures in relation to the practical needs of beneficiary countries and in the interests of their agricultural economy, avoiding conditioning and unsustainable burdens. This approach recognizes the agricultural sector as a primary component of economic growth and social progress, and it restores agriculture and those who work on the land to their rightful place. In this regard, it seems important that the decision to establish partnerships with the Organizations of civil society brings out the idea of subsidiarity, which is very useful for identifying the needs of peoples and adequate ways of meeting them.

2. The Catholic Church in her teaching and her activity has always upheld the centrality of the worker on the land, urging concrete political and economic action in areas that affect him. This stance, I am happy to observe, harmonizes with the Fund's approach in underlining the role of farmers, as individuals and as small groups, thus actively involving them in the development of their communities and countries. This attention to the person, both individually and collectively, will be more effective if it is achieved through forms of association, both cooperatives and small family businesses with the wherewithal to produce an income that is sufficient to support a decent standard of living.

In this regard, our thoughts turn to the next International Year that the United Nations has chosen to dedicate to the rural family, promoting a deep-rooted and sound notion of agricultural development and of the fight against poverty, based on this fundamental cell of society (cf. A/RES/66/222). IFAD knows from experience that the family is at the heart of the social order, and what serves to regulate family life, prior to the laws of a State or international norms, are the moral principles inscribed in the natural patrimony of values which are immediately identifiable in the rural world as well. These principles inspire the conduct of individuals, the relationship between spouses and between generations, and the sense of shared ownership. To ignore this reality, or to fail to recognize it, would be to undermine the foundations not only of the family, but of the entire rural community, with consequences whose gravity is easily foreseeable.

In the present context, it is essential to provide farmers with solid formation, constant updating and technical assistance in their activity, as well as support for initiatives to build associations and cooperatives capable of proposing effective models of production. Fifty years ago, the Second Vatican Council indicated that "some peoples could greatly improve upon the conditions of their life if they would change over from antiquated methods of farming to the new technical methods, applying them with needed prudence according to their own circumstances. Their life would likewise be improved by the establishment of a better social order and by a fairer system for the distribution of land ownership" (*Gaudium et Spes*, 87). In this way, not only will we see an increase in production – the benefits of which risk not being noticed by the very poor, as often happens today – but an effective drive towards legitimate agrarian reforms so as to guarantee the cultivation of lands, when these are not properly utilized by the proprietors, who sometimes restrict the peasant's access to the land. Moreover, international assistance could respond in more practical ways to the needs of the effective beneficiaries, so as to offer sure advantages to those who live in the rural world.

At the present time, the resources so evidently needed for international cooperation remain very limited, and the more advanced countries try to justify the lowering of their contribution in terms of reduced availability. But, if one takes a longer view, interrupting the work of solidarity on account of the crisis may conceal a certain lack of openness to the needs of others.

3. The Holy See has always regarded IFAD with esteem, and continues to do so, seeing it as an intergovernmental Institution capable of combining the principles of a just international order with effective solidarity. Only love, not a spirit of antagonism, can pinpoint more and more accurately the methods to be adopted for the effective support of the poor, rekindling in everyone a true sense of fraternity and active generosity. It is a matter of recognizing the equal dignity conferred by God the Creator on every human being. Hence, I express the hope that IFAD may continue to work with ever greater determination for rural

development, and that it may carry forward the implementation of the above-mentioned expressions of solidarity. In this way it will be able to demonstrate not only technical knowledge and professionalism, but also a commitment to help make the world more humane, as this alone will make it possible to look to the future with renewed confidence and hope (cf. *Spe Salvi*, 35).

Upon all of you who in your different ways share responsibility for directing and administering the International Fund for Agricultural Development, I invoke the Almighty's gifts of wisdom to pursue the path of solidarity that you have begun, and courage to continue along it to the point where you leave poverty and hunger behind, advancing towards ever new horizons of justice and peace.

From the Vatican, 13 February 2013

BENEDICTUS PP XVI

[00258-02.01] [Original text: English]

• **TESTO IN LINGUA ITALIANA** AI Signor

Kanayo F. Nwanze

Presidente del Fondo Internazionale per lo Sviluppo Agricolo (IFAD)

Sono lieto di rivolgere un cordiale saluto a Lei, Signor Presidente, alle Autorità, ai Rappresentanti degli Stati membri e ai partecipanti alla 36a sessione del Consiglio dei Governatori. Detta riunione si apre lo stesso giorno in cui comincia la Quaresima, periodo durante il quale la Chiesa cattolica - secondo l'insegnamento di Cristo: "tutto quello che avete fatto a uno solo di questi miei fratelli più piccoli, l'avete fatto a me" (*Mt 25, 40*) - rinnova, tra l'altro, l'invito alla condivisione dei beni con le persone più indigenti. In questa prospettiva, la vostra Organizzazione può sempre contare sul sostegno e l'incoraggiamento della Santa Sede.

1. L'azione del Fondo testimonia che la cooperazione, pur legata a diversi contesti sociali e ambientali, come pure al rispetto delle leggi proprie della tecnica e dell'economia, è più efficace se diretta dai principi etici fondativi della convivenza umana. Si tratta di quei valori essenziali che per il loro carattere universale possono animare tutte le attività politiche, economiche e istituzionali, comprese le forme di collaborazione multilaterale. Al riguardo, mi riferisco in primo luogo alla metodologia seguita dall'IFAD, che antepone lo sviluppo continuativo alla sola assistenza, affianca la dimensione del gruppo a quella esclusivamente individuale, fino a prevedere forme di donazioni e prestiti senza interessi, scegliendo spesso, quali primi beneficiari, i "più poveri tra i poveri". Tale azione mostra che una logica ispirata dal principio di gratuità e dalla cultura del dono può "trovare posto entro la normale attività economica" (*Enc. Caritas in veritate*, 36). L'approccio seguito dal Fondo, infatti, unisce l'eliminazione della povertà non solo alla lotta contro la fame e alla garanzia della sicurezza alimentare, ma alla creazione di opportunità di lavoro e di strutture istituzionali e decisionali. È risaputo che, quando questi fattori sono carenti, si restringe la partecipazione dei lavoratori rurali alle scelte che li riguardano e, di conseguenza, si accentua in loro la convinzione di essere limitati nelle proprie capacità e nella propria dignità.

In questo ambito si possono apprezzare due specifici orientamenti attuati dall'Organizzazione. Il primo è la costante attenzione rivolta all'Africa, dove, sostenendo progetti di "credito rurale", l'IFAD mira a dotare di mezzi finanziari, esigui ma essenziali, i piccoli agricoltori, e a renderli protagonisti anche nella fase decisionale e gestionale. Il secondo orientamento è il sostegno alle comunità indigene, che hanno una particolare cura a favore della conservazione delle biodiversità, riconosciute quali beni preziosi posti dal Creatore a disposizione dell'intera famiglia umana. La salvaguardia dell'identità di questi popoli va proseguita, riconoscendo ad essi il ruolo insostituibile nella conoscenza del sapere tradizionale.

Questa particolare ricerca di solidarietà e di condivisione si ritrova anche nel tipo di finanziamento che l'IFAD assicura in relazione alle necessità effettive dei Paesi beneficiari e nell'interesse della loro economia agricola, evitando condizionamenti e oneri non sostenibili. Un approccio, questo, che riconosce il settore agricolo come una componente primaria della crescita economica e del progresso sociale, e ridà all'agricoltura e alla gente dei campi il posto che loro compete. A tale proposito, sembra importante che la scelta di costituire partenariati con le forme di Organizzazioni della società civile faccia emergere quell'idea di sussidiarietà assai utile per individuare le necessità delle popolazioni e i metodi adeguati per soddisfarle.

2. La Chiesa cattolica nel suo insegnamento e nelle sue opere ha sempre sostenuto la centralità del lavoratore

della terra, auspicando concretezza nell'azione politica ed economica che lo riguarda. E' una posizione di cui mi piace segnalare la sintonia con quanto messo in atto dal Fondo per qualificare gli agricoltori, come individui o piccoli gruppi, rendendoli così protagonisti dello sviluppo delle loro comunità e Paesi. L'attenzione alla persona, nella dimensione individuale e sociale, sarà maggiormente efficace se realizzata attraverso forme di associazione, cooperative e piccole imprese familiari che siano messe in grado di produrre un reddito sufficiente per un dignitoso tenore di vita.

In questo ordine di idee il pensiero va al prossimo Anno internazionale che le Nazioni Unite hanno deciso di dedicare alla famiglia rurale, a motivo di una radicata e sana concezione dello sviluppo agricolo e della lotta alla povertà, imperniati su questa cellula fondamentale della società (cf. A/RES/66/222). L'IFAD, per esperienza, sa bene che il cuore dell'ordine sociale è la famiglia, la cui vita è regolata, ancor prima che dalle leggi di uno Stato, o da norme internazionali, da principi morali inseriti nel patrimonio naturale di valori che sono immediatamente riconoscibili anche nel mondo rurale. Tali principi ispirano la condotta dei singoli, il rapporto tra i coniugi e tra generazioni, il senso della condivisione. Disconoscere o trascurare questa realtà equivale a minare le fondamenta, non solo della famiglia, ma dell'intera comunità rurale, con conseguenze di cui non è difficile prevedere la gravità.

Nell'attuale contesto, è indispensabile offrire agli agricoltori solida formazione, costante aggiornamento ed assistenza tecnica nella loro attività, come pure appoggio ad iniziative associative e cooperativistiche in grado di proporre modelli di produzione efficaci. Già il Concilio Vaticano II, cinquant'anni or sono, indicava come "alcuni Popoli potrebbero migliorare le loro condizioni di vita se, debitamente istruiti, passassero dai vecchi metodi in agricoltura ai nuovi procedimenti tecnici di produzione, applicandoli con prudenza alla situazione propria, instaurando pure un migliore ordine sociale e attuando una più giusta distribuzione di possesso delle terre" (Cost. *Gaudium et spes*, 87). Non avremo così solo un aumento della produzione - i cui benefici rischiano di non essere percepiti dai più poveri, come spesso avviene oggi - ma un'efficace spinta verso legittime riforme agrarie per garantire la coltivazione dei terreni, quando questi non sono adeguatamente utilizzati da coloro che ne hanno la proprietà e, talora, impediscono l'accesso del contadino alla terra. Inoltre, anche l'assistenza internazionale potrebbe più utilmente rispondere ai bisogni degli effettivi beneficiari, così da offrire vantaggi certi a quanti vivono nel mondo rurale.

In questo momento restano assai modeste le risorse di cui ha invece evidente bisogno la cooperazione internazionale e i Paesi più avanzati motivano il calo del loro apporto in ragione di una ridotta disponibilità. Ma, a ben vedere, interrompere lo sforzo di solidarietà a motivo della crisi può nascondere una certa chiusura verso le necessità altrui.

3. La Santa Sede ha guardato fin dall'inizio e tuttora guarda con stima all'IFAD, come Istituzione intergovernativa capace di affiancare ai principi di un giusto ordine internazionale un'efficiente solidarietà. Solo l'amore, e non certo lo spirito di antagonismo, può definire sempre meglio i metodi da adottare per il sostegno effettivo dei poveri, risvegliando in tutti un vero senso di fratellanza e di operosa generosità. Si tratta di riconoscere l'uguale dignità conferita da Dio Creatore ad ogni essere umano.

Per questo formulo l'auspicio che l'IFAD continui ad operare sempre più alacramente per lo sviluppo rurale e migliori l'attuazione delle menzionate espressioni di solidarietà. In questo modo potrà dimostrare non soltanto conoscenza tecnica e capacità professionale, ma anche l'impegno di contribuire per dare al mondo una dimensione più umana, che sola consente di guardare al futuro con rinnovate fiducia e speranza (cfr Enc. *Spe salvi*, 35).

Su tutti voi che a diverso titolo condividete le responsabilità di indirizzo e di gestione del *Fondo Internazionale per lo Sviluppo Agricolo* invoco dall'Onnipotente i doni della saggezza, per proseguire sulla strada della solidarietà che avete intrapreso, e del coraggio, per percorrerla fino a lasciarvi alle spalle povertà e fame, avanzando sempre verso nuovi orizzonti di giustizia e di pace.

Dal Vaticano, 13 febbraio 2013

BENEDICTUS PP XVI

[00258-01.01] [Testo originale: Italiano]

[B0091-XX.01]